

# LES DIALOGIQUES DU MEMORIAL DE CAEN

Conférences de Charles-Edouard Leroux

[celeroux@orange.fr](mailto:celeroux@orange.fr)

Cycle 2018

Premier semestre

## *L'esprit perdu de la République*

### 1. Les cautions philosophiques de l'Esprit républicain

*L'avènement des institutions républicaines en France résulte de la patiente élaboration d'une vision du monde qui caractérise ce qu'on peut appeler l'esprit républicain, qui a puisé sa légitimité dans un corpus philosophique dont la consistance ne résistera peut-être plus longtemps aux convulsions du siècle.*

---

« *Les hommes ne peuvent vivre mythologiquement* »  
Alain, *Préliminaires à la mythologie*, 1951

Voilà onze ans que nous avons engagé ensemble une réflexion collective sur les questions qui ont trait à la mémoire, ou, pour être plus exact, qui ont trait aux mémoires, à nos mémoires. Autrement dit, une réflexion sur la manière dont le passé nous indiffère ou nous préoccupe et nous mobilise, et par conséquent vient favoriser, compliquer ou empêcher la construction et la teneur de nos projets.

Ce qui signifie que l'enjeu fondamental de la mémoire, selon la manière dont celle-ci se dispose et nous dispose vis à vie du *réel* ou, si vous préférez, du *présent*, c'est la *culture* ou, si vous préférez, *l'esprit du temps*.

Car il s'agit bien d'*esprit*. Si nos existences prennent sens dans la manière dont, individuellement et collectivement, nous nous confrontons au présent, c'est avec une disposition d'esprit, un *état d'esprit*, c'est-à-dire une façon de voir et d'appréhender les choses, une manière d'éprouver les situations qui vont déterminer nos actions et réactions, individuellement et collectivement. C'est ce que j'entends d'abord par *esprit républicain* : une façon d'appréhender le réel, de l'inscrire dans la succession des événements, d'en éprouver jusqu'à l'enthousiasme ou au désespoir les promesses et les hontes, d'en interpréter les enjeux et de fonder sur ces interprétations des projets et des engagements collectifs.

J'y insiste : privilégier l'esprit, ce n'est pas donner dans l'intellectualisme ou dans le spiritualisme (avec l'emphase que suggère le suffixe *-isme*), ce n'est pas céder à un comble d'abstraction ou de généralisation, c'est rappeler que les conduites humaines résultent des idées que les hommes en société se font des choses. Ce n'est pas par hasard que le concept (ou, à défaut, le terme) d'*idéologie* occupe une place centrale dans la pensée moderne, d'abord comme science de la formation des idées, précisément chez ceux qu'on a appelé *Les*

*idéologues* (dont Destutt de Tracy, 1803<sup>1</sup>) et qui ont joué un rôle très important dans l'avènement de la démocratie, puis, avec Marx & Engels<sup>2</sup>, comme conception globale du monde en relation avec la réalité socio-économique, réalité socio-économique que les luttes sociales et socialistes conduiront au cœur de l'esprit républicain tout au long du XIXe siècle. Quelle que soit la manière dont les idées se forment – j'entends ici par *idées* les représentations, les croyances, les convictions – celles-ci constituent la *matière* dont se nourrissent les désirs et les aspirations dont résultent nos actes et dont dépendent nos joies et nos déceptions ; autrement dit, la matière de nos *conduites*. En grec ancien *conduite* se dit *ethos*, qui a donné *éthique*, qui devient l'objet d'une science appelée *éthologie*, étude du comportement. J'y insiste : l'esprit républicain donne normalement lieu à des conduites ou, si vous préférez, des manières d'être et de faire que résume le mot *culture* qui acquiert en la circonstance une dimension collective. L'esprit, ce complexe d'idées et de sentiments plus ou moins organisé, plus ou moins systématique, se manifeste dans le temps et dans l'espace de manière suffisamment explicite pour donner lieu à ce que la philosophie, depuis l'époque romantique, caractérise comme *l'esprit du temps* ou *l'esprit d'un peuple*, à savoir un ensemble de représentations, d'idées, de croyances et de pratiques suffisamment partagées pour qu'un observateur attentif puisse en esquisser les contours, en dégager les lignes de force et en énoncer la signification et les enjeux. D'autres termes sont apparus pour caractériser cet esprit collectif dont relève *l'esprit républicain*, tels que *culture*, *civilisation*, *pratique (sociale)* et *habitus*. Dans tous les cas nous y trouvons l'idée que le recours à *l'esprit du temps* permet de faire émerger du flux continu et en apparence chaotique des événements, et de la métamorphose permanente de la vie des peuples, des ensembles idéologiques cohérents et relativement stables qui ont permis aux philosophes et aux historiens de constituer ce que, parmi les premiers, Condorcet a pu décrire comme le *tableau des progrès de l'esprit humain*<sup>3</sup> – entendre par *progrès* à la fois le passage d'un état à un autre, ce qui suggère que l'esprit change au fil du temps, et l'accès à une forme supérieure qui est la marque d'un perfectionnement que consacre l'adjectif *républicain*. En somme, nous n'avons pas forcément l'esprit républicain, nous n'avons pas toujours eu l'esprit républicain, et l'esprit républicain peut s'effacer ou se transformer. Voilà ce que j'entends par *esprit perdu de la République*. La paternité de cette idée d'un devenir de l'esprit revient à Herder et à Vico<sup>4</sup>, les précurseurs, à la veille de la Révolution française, de la *philosophie de l'histoire*, et surtout à Hegel qui a commencé par écrire *L'esprit du christianisme et son destin*, et qui a publié en 1804 *La phénoménologie de l'esprit* pour notamment célébrer comme manifestations de *l'esprit du temps* (en allemand, *Zeitgeist*) la naissance de la République et la constitution de l'Etat moderne (avec la Révolution française et son avatar napoléonien) comme moments-clés de l'inscription dans le réel de ce qui va constituer pour l'époque moderne *l'esprit républicain*<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> Antoine Destutt de Tracy (1754-1836) : *Eléments d'idéologie* (3 tomes, 1803-1805). Ed. Vrin, 2012-2015.

<sup>2</sup> Karl Marx-Friedrich Engels : *L'idéologie allemande* (1845-46), premier et deuxième chapitre. 504 p. GEME, Editions sociales/Poche, 2014.

<sup>3</sup> Condorcet : *Esquisse d'un tableau des progrès de l'esprit humain* (posth., 1794). 352 p., GF.

<sup>4</sup> Johann Gottfried von Herder : *Une autre philosophie de l'histoire* (1774). 201 p., GF. Giambattista Vico : *La Science nouvelle relative à la nature commune des nations* (1744). 434 p. TEL/Gallimard.

<sup>5</sup> G.-W. Hegel : *L'esprit du christianisme et son destin* (1799). 253 p. Vrin, 2003. G.-W. Hegel : *La phénoménologie de l'esprit* (1807). 684 p., GF, 2012.

L'élan – continu ou discontinu – que l'on appelle *progrès* consiste ainsi en l'appropriation par une société d'une idée philosophique originaire et en son inscription dans le réel, qui est le temps de l'histoire.

Ainsi de l'idée de République qui n'est rien moins que l'idée du *commun*, de l'intérêt commun : *res publica*, en latin *la chose commune* ; et c'est le commencement de la *politique*, qui réside dans la priorité accordée à la Cité, *polis* en grec, *civitas* en latin, qui est le territoire de la citoyenneté. Par quoi la politique est d'abord un *état d'esprit*, l'état de l'esprit qui en toutes choses prend d'abord en vue le *bien commun*. Il s'agit en somme de remédier à la violence et à l'instabilité des rapports sociaux en instaurant un principe de *justice*. En latin *jus*, c'est le droit. La *justitia*, la *justice*, réside dans l'avènement du règne du droit, du droit commun, au détriment de la loi du plus fort et de la loi du clan (intérêt particulier). C'est la raison pour laquelle nous l'appelons *Etat*, du latin médiéval *status*, émanation du préfixe *-st*, que nous retrouvons dans *stabilité*, dans *constitution* et dans *institution*, comme dans *justice*. Ensuite, de quelle manière se réalise concrètement cette idée du *bien commun*, cet état d'équilibre, c'est une autre affaire, qui nous fait entrer de plain-pied dans la philosophie politique.

A cet égard, pour caractériser l'esprit républicain, le plus simple serait d'en définir directement les fondements philosophiques. Nous saurions alors à quoi nous en tenir. Mais c'est une tâche impossible, parce que l'esprit républicain ne résulte pas à proprement parler d'une philosophie républicaine systématique et organisée. Il n'existe pas de philosophie républicaine, même si des philosophes et des philosophies, forts nombreux au demeurant, ont pu contribuer à former ce qui constitue l'esprit républicain et parfois même se réclamer de l'esprit républicain.

Plutôt que d'une *philosophie*, la tentation est grande de parler d'une *idéologie républicaine*. L'idéologie n'ayant pas la consistance doctrinale d'une philosophie, est susceptible d'assumer des contradictions – et nous verrons que l'esprit républicain n'en manque pas –, de faire la part belle au pathos et au rêve au détriment de la raison quand pointe le danger, et d'abriter au gré des circonstances une diversité de tendances. Si je peux m'autoriser cette comparaison, la philosophie serait plus proche de la pratique scientifique, alors que l'idéologie serait plutôt du côté de la pratique politique.

C'est la raison pour laquelle je préfère parler des *cautions philosophiques de l'esprit républicain*, énonçant ainsi l'écart qu'il y a – et doit y avoir – entre la philosophie et l'idéologie, la philosophie ayant même pour tâche la critique de l'idéologie.

Un beau jour, la France est devenue républicaine. Pas d'un seul coup ni une fois pour toutes si l'on en juge par les Restaurations et les Révolutions qui ont jalonné sa marche à partir de 89. Avant et après elle, d'autres peuples – les Province-Unies au XVIIe siècle, l'Amérique du Nord en 1776, la plus grande grande partie du monde aux XIXe et XXe siècles, ont accédé à cette forme politique qui ne réside pas seulement dans les institutions, celles-ci devant normalement résulter de cet *état d'esprit*, de cette manière d'envisager l'homme et la société que nous qualifions de *républicains*. En tant que *concept* (ou *idée*), la république est aussi ancienne que la philosophie et, redisons-le, elle est le principe d'organisation de l'Etat en tant qu'il vise le *bien commun*. L'idée de république apparaît ainsi comme le dénominateur

commun de vingt-cinq siècles de pensée politique. Je suggérerai en revanche que *l'esprit républicain* proprement dit apparaît avec l'exigence *démocratique*. Au cours des deux ou trois siècles qui précèdent la Révolution française, à des époques où la forme de l'Etat est presque partout monarchique, l'esprit républicain désigne indifféremment toutes les formes d'opposition au pouvoir. Les soupçons de *républicanisme* [bien que le terme n'apparaisse qu'en 1745] ont provoqué bien des massacres, allumé bien des bûchers, engendré bien des condamnations aux geôles et aux exils. Henri Martin, historien majeur du XIXe siècle, cite à ce propos Michelet selon qui « *c'est sans doute sous l'influence du protestantisme que république, chose publique, mots appliqués jusque-là à tous les gouvernements, va devenir le nom propre du gouvernement collectif* »<sup>6</sup>. Jusqu'à l'avènement des démocraties, ou du moins du *gouvernement collectif* (la nuance est importante), le développement historique est caractérisé par le développement de l'Etat et du Droit, selon l'acception la plus générale du mot République. Or avoir le sens de l'Etat est une chose – et notre histoire indique que nous n'avons pas manqué de grands hommes d'Etat – mais *l'esprit républicain* en est une autre. Et pour reprendre une expression du Marquis de Sade, enfermé à la Bastille par lettre de cachet, les *égarements du cœur et de l'esprit* valent aussi pour l'esprit républicain, aujourd'hui comme hier. Toujours est-il que c'est bien l'exigence démocratique qui est au cœur de l'esprit républicain. Au premier tome de la longue et passionnante étude qu'il a consacrée à *L'avènement de la démocratie*, Marcel Gauchet en attribue la paternité à Jean-Jacques Rousseau : « *Entre le besoin de maîtriser l'autorité royale, sans la briser, et la nécessité de constituer la souveraineté nationale, l'Assemblée Nationale Constituante retrouve sans avoir besoin d'y penser, la démarche tant explicite qu'implicite du Contrat social. C'est par le biais du droit [jus], c'est par la voie des fondements que va s'insinuer la subversion radicale de l'édifice monarchique* »<sup>7</sup>. Nous y reviendrons dans un instant. Je voudrais au passage souligner l'importance de la formule « *sans avoir besoin d'y penser* » : avoir l'esprit républicain, être un esprit républicain, c'est accomplir des démarches de pensée et d'action « *sans avoir besoin d'y penser* ». C'est un état d'esprit.

Evidemment, pour la France, il est devenu habituel d'associer *l'esprit républicain* à la proclamation de la IIIe République en 1870 et à la naissance du *Parti Républicain* inaugurant, selon la formule de Vincent Duclert, « *un âge politique qui dure encore* »<sup>8</sup>... A voir... En tout cas, formation complexe de l'esprit républicain : *républicanisme paradoxal* de Thiers qui servit plutôt de couverture à un régime conservateur et guère favorable à la démocratie parlementaire, encore moins à la démocratie sociale. Le *républicanisme idéologique* de Gambetta, moment fort de l'incarnation de la petite bourgeoisie marquée du sceau du combat anticlérical qui nous laissera un mot nouveau, *le combisme* ; l'esprit républicain, c'est aussi le *républicanisme radical et social* de Clémenceau et le *républicanisme socialisant* de Jaurès –

<sup>6</sup> Henri Martin : *Histoire de France*, éd. 1857, t. IX, p. 370. Cité par Jean Céard : « *République* » et « *Républicain* » en France au XVIe siècle, in Collectif : *L'esprit républicain*, Colloque d'Orléans 4 et 5 octobre 1970, Klincksieck éd., 1972.

<sup>7</sup> Marcel Gauchet : *L'avènement de la démocratie*. Tome I : La révolution moderne (2007). 272 p., Folio essais. En particulier, chapitre V.

<sup>8</sup> Vincent Duclert : *La république imaginée*. Volume 11 de l'*Histoire de France* réalisée sous la direction de Joël Cornette. 861 p. Belin, 2010 et 2014.

ce qui laisse à entendre toute la *plasticité* dont l'esprit républicain est capable<sup>9</sup>. Ce qui pour l'avenir est plutôt rassurant : quand la République se défait, l'esprit républicain peut la réparer. Mais si l'esprit républicain est perdu, qu'est-ce qui lui rendra sa ferveur ? Et pourquoi pas un devoir de mémoire républicaine, qui commencerait par se souvenir de la république romaine ? Claude Nicolet, qui fut spécialiste des institutions et des idées politiques, nous a laissé au moins deux ouvrages précieux pour notre approche de l'esprit républicain : *Le métier de citoyen dans la Rome républicaine*, publié en 1976, et *L'idée républicaine en France (1789-1924)*, publié en 1982. Une manière d'indiquer qu'il doit bien y avoir une communauté d'esprit et d'exigence entre deux formes historiques si différentes que sont la République romaine et la République française. Cette communauté réside dans la devise *Senatus PopulusQue Romanus, SPQR, le Sénat et le peuple romain*. On l'a peut-être oublié : l'apprentissage du latin faisait partie de la formation de l'esprit républicain... Une même inspiration a produit la trilogie *Liberté, Egalité, Fraternité* mise en place sous la Deuxième République (1848). C'est redire ici que l'esprit républicain n'est pas sorti tout armé de la cuisse de Jupiter, mais résulte, ainsi qu'en témoignent les deux ouvrages de Claude Nicolet, de la longue longue patience de l'histoire.

Puisque nous en sommes à la généalogie de l'*esprit républicain*, examinons-en les paternités et les parrainages, qui nous suggéreront mieux de quoi il retourne. De l'arbre généalogique, j'ai évoqué le tronc, le tronc commun, qui a nourri l'idée républicaine dans son sens premier, à savoir l'exigence de *bien commun*, pour en regarder les branches, les surgeons et les rejets. L'arbre foisonne, mais à n'en pas douter, l'esprit républicain tient de Jean-Jacques Rousseau<sup>10</sup>, dont les propositions du *Contrat social* seront étayées, dès la *Déclaration d'indépendance américaine* de 1776 sous l'égide d'un Benjamin Franklin, par les Turgot, Mably, Mirabeau et Condorcet, à savoir l'affirmation qu'il n'y a d'autre souveraineté que le peuple<sup>11</sup>. Bien entendu, la « branche-Rousseau » est touffue, plurinomiale, et tout comme Michelet pouvait insister sur l'influence de l'éthique protestante dans l'émergence du républicanisme dès les grandes heures de l'Ancien régime, il convient de rappeler à quel point le développement, depuis Londres et les loges françaises, de l'idéal maçonnique dans la seconde moitié du XVIIIe siècle a pu contribuer à la *Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen de 1789*. Si c'est bien La Fayette, grand ami de Georges Washington, et tous deux d'obédience maçonnique, qui a suggéré à l'Assemblée constituante de formuler une *Déclaration des droits* à l'exemple de la *Déclaration d'indépendance américaine* de 1776, ainsi que le mentionne Serge Hutin<sup>12</sup>, il convient de souligner la dimension à la fois humaniste et universaliste de l'association de *Homme* et de *Citoyen* dans la *Déclaration de 89* : l'esprit républicain n'est pas seulement national, il demeure ouvert à l'universel en tant que les Droits qu'il déclare ne constituent pas des prérogatives temporaires et occasionnelles

<sup>9</sup> J'ai rencontré cette intéressante expression de *plasticité mémorielle* dont je compte faire un usage plus systématique dans un proche avenir dans une étude consacré à l'écrivain antillais Earl Lovelace.

<sup>10</sup> Jean-Jacques Rousseau : *Du contrat social ou principes du droit politique* (1762). 255 p., GF

<sup>11</sup> Abbé Mably : *Observations sur le gouvernement et les lois des Etats-Unis d'Amérique* (Amsterdam, 1784).

<sup>12</sup> Serge Hutin : *Les sources initiatiques de la Déclaration des droits de l'homme*. In Collectif : *L'esprit républicain*, Colloque d'Orléans 4 et 5 octobre 1970, Klincksieck éd., 1972.

limitées dans le temps et l'espace, mais des droits généraux, intangibles et universels valables pour tous les êtres humains. L'esprit républicain en somme, demeure sous le double foyer de la souveraineté populaire et de l'éthique universelle. Là réside le grand héritage des Lumières, qui justifiera la place donnée par la III<sup>e</sup> République à l'enseignement de la philosophie, jugée essentielle à la formation de l'esprit républicain, « *âge d'or de la philosophie des professeurs* », selon la formule de Jean-Louis Fabiani qui a précisément étudié comment la III<sup>e</sup> République a pu tirer de ce corps professoral des héros et des modèles<sup>13</sup>. J'en mentionnerai seulement deux, pour l'exemple : Jules Lagneau et son grand disciple Alain. Jules Lagneau, dont les célèbres *Leçons et fragments* ont formé des générations de bacheliers jusqu'à la fin des années 50<sup>14</sup>, a exercé un magistère moral que l'on pourrait résumer par une formule que j'emprunte à l'un de ses disciples, André Canivez : « *laïcisation des expériences spirituelles que le Christianisme a rencontré dans sa longue histoire* »<sup>15</sup>. L'esprit républicain comme laïcisation du christianisme, c'est une question toujours en débat. Incarnation d'un type d'esprit républicain, Alain fut le type même de l'éveilleur d'esprit, passionné de liberté et pour lequel la seule liberté de l'homme est celle de l'esprit, entendons de l'esprit critique, c'est-à-dire de l'esprit d'examen<sup>16</sup>. Les intellectuels engagé d'hier et d'aujourd'hui sont tous peu ou prou les continuateurs d'Alain. Ce qui n'a pas empêché l'auteur des *Propos* de s'engager dans le mouvement radical pour l'instauration d'une république libérale strictement contrôlée par le peuple, et de donner son enseignement dans de nombreuses universités populaires à une époque où très peu de gens recevaient une formation intellectuelle. Si Alain n'a jamais adhéré au socialisme, il a considéré que les mouvements ouvriers et les luttes syndicales s'inscrivaient de plein droit dans l'esprit républicain, et jusqu'à la fin des années 30, sa pensée est guidée par la lutte pour le pacifisme et contre la montée des fascismes. A eux deux, Lagneau et Alain pourraient justifier le sentiment qu'il y a bien eu une philosophie républicaine, en raison de leur notoriété et de leur influence sur plusieurs générations. C'est d'eux que nous avons reçu en héritage une galerie d'ancêtres qui ont contribué à édifier l'esprit républicain. Quelques exemples. Sur l'arbre généalogique, il y a la branche des théoriciens, par exemple Auguste Comte, Pierre Leroux et Joseph Proudhon.

Auguste Comte est la caution républicaine de l'âge de la science. Je ne mettrai pas ici en débat son républicanisme fort peu parlementaire et plutôt hostile à l'idéologie démo-libérale, pour lui attribuer d'avoir associé à l'esprit républicain l'organisation scientifique de la société, avec à sa tête les savants et les ingénieurs, et le souci de contrer la toute-puissance de la finance et de l'économie par l'organisation de l'opinion publique en clubs et en syndicats, en organisations familiales, professionnelles et spirituelles promouvant en somme une véritable « *politique de l'esprit* », selon la formule de Bruno Karsenti, pour le mettre à l'abri du triste spectacle des jeux électoraux et parlementaires individualistes<sup>17</sup>. De remarquables travaux tels ceux menés aujourd'hui par Johann Michel rendent encore aujourd'hui hommage aux

<sup>13</sup> Jean-Louis Fabiani : *Les philosophes de la République*. 177 p. Ed. de Minit, 1988.

<sup>14</sup> Jules Lagneau (1851-1894) : *Célèbres leçons et fragments* (posthume). 322 p., PUF, 1950.

<sup>15</sup> André Canivez : *Jules Lagneau professeur de philosophie. Essai sur la condition du professeur de philosophie jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*. 2 vol., 600 p. Les Belles-Lettres, 1965.

<sup>16</sup> Thierry Leterre : *Alain, le premier intellectuel*. 589 p., Stock, 2006.

<sup>17</sup> Bruno Karsenti : *Politique de l'esprit. Auguste Comte et la naissance de la science sociale*. 222 p. éd. Hermann, 2006.

fondateurs des sciences sociales qui, tels Auguste Comte, ont ouvert le champ de l'autonomie scientifique à la société républicaine<sup>18</sup>.

Notre esprit républicain serait bien faible sans la caution de Pierre Leroux, l'inventeur du mot *socialisme*, d'abord entendu, dès les années 1830, dans un sens péjoratif, pour alerter les esprits sur les dangers d'une planification abusive de la société (le XXe siècle nous a appris où pouvait mener l'organisation scientifique de la société), puis promu très positivement en idéal républicain. Dans l'anthologie qu'il a consacrée en 2007 aux écrits de Pierre Leroux, Bruno Viard semble constituer un inventaire de tout ce à quoi un esprit républicain peut aspirer pour construire une république sociale<sup>19</sup>. Jaurès lui devra d'avoir su réunir République et Socialisme, et il reste quelque chose de la pensée de Pierre Leroux dans tous les esprits habités par une foi républicaine. Si à l'instar de Rousseau, il donne à son républicanisme une coloration religieuse, c'est pour célébrer avec ferveur le « mystérieux triangle » liberté-égalité-fraternité qui fonde la religion moderne nommée République. Où en sommes-nous de cette ferveur ?

Si notre esprit critique peut avoir un maître en matière d'expression républicaine, c'est à n'en pas douter le républicain critique par excellence qu'est Pierre-Joseph Proudhon, le penseur du socialisme libertaire qui estime qu'une démocratie réelle est incompatible avec la démocratie parlementaire, qui institue une féodalité d'élus du peuple (le sujet est d'actualité !), et la souveraineté de l'Etat, qui n'est qu'une royauté retournée. Pourfendeur des mythes de la démocratie républicaine, Proudhon demeure le nom de cet élan constitutif de l'esprit républicain, qui veut une république qui respecte le pluralisme de la réalité populaire en privilégiant les relations et les institutions de type fédéral et mutualiste. Comme l'a montré Chantal Gaillard, l'esprit républicain doit à Proudhon l'exigence d'équilibre entre l'intérêt particulier et l'intérêt général, le refus inconditionnel de la misère, l'exigence de compatibilité entre la démocratie et le développement industriel.<sup>20</sup>

Que ces noms ne résonnent aujourd'hui plus autant que pour les trois ou quatre générations qui nous précèdent, voire plus du tout, c'est peut-être dommage, mais ce n'est pas forcément un signe négatif : la psychogénéalogie nous a appris que la dynamique des ancêtres demeure suffisamment active dans l'ombre de nos consciences pour orienter de façon décisive nos émotions et nos décisions. Pour preuve, l'arbre républicain que j'évoque a des accointances tantôt avec le plan du métro parisien, tantôt avec la carte scolaire, souvent avec la cartographie des villes : les noms aussi sont des lieux majeurs de la mémoire républicaine.

Le fait est que l'esprit républicain fut mis à rude épreuve. Des crises de l'esprit républicain ont accompagné les deux guerres mondiales, les décolonisations (et donc la perte de

---

<sup>18</sup> Johann Michel : *La fabrique de sciences sociales, d'Auguste Comte à Michel Foucault*. 704 p., PUF, 2018.

<sup>19</sup> *Anthologie de Pierre Leroux, inventeur du socialisme*. Présentation de Bruno Viard. 471 p. Ed. Le Bord de l'eau, 2007.

<sup>20</sup> Chantal Gaillard : *Dictionnaire Proudhon*. Editions Aden, Bruxelles, 2011.

l'Empire), et les affres de la mondialisation, dont nous avons débattu lors des quatre rencontres du précédent cycle intitulé *Penser (dans) un monde nouveau*.<sup>21</sup> Quand j'ai recours à la formule d'*esprit perdu de la république*, j'entends d'abord la désorientation affective et intellectuelle qui nous saisit face à la transformation de nos modes de vie : accélération des révolutions technologiques, montée en puissance de nouveaux continents qui complique et affaiblit notre indépendance énergétique et compromet nos équilibre sociaux, prise de conscience à l'échelle planétaire d'une perspective de raréfaction des ressources, et prédominance, à travers le mode de vie consumériste, d'un état d'esprit *présentiste* dont François Hartog décrit bien les symptômes : oubli de l'importance du passé dans la construction de notre présent, indifférence aux valeurs autres que celles qui sont susceptibles de servir l'instant présent, perception négative du futur perçu exclusivement comme menace, avec pour conséquence le renoncement à l'utopie.<sup>22</sup> Pour parodier le titre du livre de François Hartog, je définirais l'esprit républicain comme le *régime d'historicité* qui associe à une culture mémorielle critique une exigence de projet fondé sur un principe de résistance aux assauts du monde présent.

Quand j'ai recours à la formule d'*esprit perdu de la république*, j'entends également que cet esprit pourrait ne pas résister aux assauts du temps et disparaître comme ont disparu tant de civilisations. Et précisément, c'est « *pour ne pas disparaître* » que, pour reprendre l'intitulé de l'ouvrage de Wade Davis qui inspire depuis dix ans le travail que j'effectue pour nos rencontres, que nous avons plus que jamais besoin de cette « *sagesse ancestrale* »<sup>23</sup>, de ce réservoir d'expérience et de pensée qui porte aujourd'hui le nom d'*esprit républicain*.

En somme, ce n'est pas parce que le présent « déconstruit » nos mythes nationaux, brise l'échelle des valeurs (impériales, colonialistes, sexistes), nous impose un mode de vie pour lequel le passé n'aurait rien à nous apprendre, que nous devons céder au cynisme ambiant et nous résigner à la catastrophe. Après tout, l'esprit républicain, en sa période de maturité, a dû surmonter des situations des plus périlleuses – de l'Affaire Dreyfus il aurait pu ne pas se remettre, il s'est au contraire ennobli ; la crise de 1905 autour de la loi de Séparation des Eglises et de l'Etat, si dramatique fut-elle, a été pour la formation de l'esprit républicain un moment fondateur, et la *crise moderniste* au sein de la « fille aînée de l'Eglise », a marqué pour une partie du monde catholique la fin d'une posture antimoderniste forcément antirépublicaine. Il n'y a pas de raison pour que l'esprit républicain ne sorte pas avec honneur des conflits de mémoire résultant de l'esclavage et de la décolonisation, du bilan des guerres mondiales, des désarrois engendrés par la mondialisation, et des déséquilibres produits par la mondialisation capitaliste et la perspective des catastrophes écologiques.

Les suites de ce cycle seront des tentatives pour exorciser le sentiment de la catastrophe : une réflexion sur les valeurs républicaines, une approche de la question du féminin dans la pensée et dans la société (républicaines), une reprise du grand thème de la Fraternité. Tout cela peut-il encore faire sens dans ce monde nouveau ? J'emprunterai à Marcel Gauchet la

<sup>21</sup> Le texte intégral des quatre conférences de ce cycle est accessible sur le site du Mémorial de Caen, à la page DIALOGIQUES.

<sup>22</sup> François Hartog : *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps*. 352 p. Points Histoire, 2012.

<sup>23</sup> Wade Davis : *Pour ne pas disparaître. Pourquoi nous avons besoin de la sagesse ancestrale*. 229 p., Albin Michel, 2011.



formule avec laquelle il conclut son livre intitulé *Le nouveau monde* : « *Le prix de la liberté ne s'apprécie que dans l'effort pour la conquérir* »<sup>24</sup>.

Une formule que n'aurait pas désavoué Alain, le « fou de la République »<sup>25</sup>.

---

---

<sup>24</sup> Marcel Gauchet : *L'avènement de la démocratie. IV Le nouveau monde*. 749 p., Gallimard, 2017.

<sup>25</sup> Philippe Petit, magazine *Marianne*, le 29/09/2010 <https://www.marianne.net/debattons/billets/alain-le-fou-de-republique>